

ARIPoste

L'accès à l'éducation: une question d'idéologie.

Laurent Cornelissen

Ce qui est véhiculé par les médias, par le gouvernement, ainsi que par certains individus est que, peu importe si nous sommes pour ou contre les droits de scolarité, tous et toutes avons le désir que l'éducation soit accessible au plus grand nombre de personnes. Les partisan-e-s de la hausse des frais ajoutent toujours à leur argumentaire l'importance d'augmenter le financement des prêts et bourses pour ne pas accentuer les inégalités entre les classes. Cet argument est pourtant fallacieux, car il a été prouvé, par des exemples ailleurs dans le monde ainsi que par Statistiques Canada, que «l'augmentation des frais de scolarité peut dissuader certains étudiants défavorisés de poursuivre leurs études(...)».¹

Nous pouvons donc maintenant affirmer que le débat n'est plus à propos de la hausse des droits de scolarité, mais bien sur l'accessibilité aux études supérieures. Il est important de se positionner sur cette question de société et de la voir sous forme économique, et surtout politique.

La réponse récente des recteurs et rectrices de l'université a été de crier famine, et ainsi justifier une hausse des frais. Peut-

être manquent-ils d'argent, mais jamais au point où ils veulent bien nous le faire croire. La question serait plutôt de regarder de quelle façon l'argent public est géré par les universités:

«Il suffit de rappeler les récents scandales liés aux rémunérations excessives de certaines directions d'universités, les projets immobiliers irréalistes qui ont toujours cours, notamment à l'Université de Montréal, l'essaimage de campus régionaux qui amène les institutions à se phagocytter² les unes les autres.»³

Nous savons que 2,83%⁴ du P.I.B du Québec est directement dirigé dans la recherche et développement. La grande utilité de la recherche n'est pas contestée, par contre il serait intéressant que les entreprises participent à cette recherche, car nous savons qu'elles en sont les premières bénéficiaires. Parallèlement, la gratuité scolaire ne demande qu'un 1% supplémentaire du P.I.B québécois. Il serait donc facile de transférer 1% de la recherche et développement (R-D) vers l'enseignement et en contre partie de mandater aux entreprises de financer le manque à gagner en R-D. D'autres mesures sont proposées pour arriver à la gratuité scolaire

La riposte est un journal d'information politique sur les enjeux de l'éducation, ainsi que sur une multitude d'enjeux sociaux. Ce journal est la création du comité de mobilisation et vise à informer les étudiants et les étudiantes du CEGEP du Vieux-Montréal sur ces enjeux.

Tu as de nouvelles idées ou bien tu voudrais participer à son élaboration? Écris-nous à: mobagecvm@gmail.com

par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques et sont disponibles sur le site Internet de l'AGECVM.⁵

Politiquement, la raison qui pousse notre gouvernement à refuser la gratuité scolaire et même à encourager la hausse des droits de scolarité est directement liée à l'idéologie utilisateur-payeur. Cette même idéologie penche vers la réduction de l'état dans le domaine de l'économie. Cela dit, peut-être est-il intéressant de voir la question de l'éducation autrement que par la voie économique. L'éducation ne devrait-elle pas plutôt être vue comme un bien commun où l'économie privée ne devrait pas s'ingérer? Cette question reste politique et peut donc être traitée sous plusieurs angles. Ce qui est certain, c'est que les pays (France, Allemagne, Finlande, etc.) qui ont choisi de mettre en place un système gratuit d'éducation post-secondaire ne sont pas tombés dans la ruine et ont fait de l'éducation un vrai droit fondamental et universel pour tous et toutes leurs citoyen-e-s.

1. <http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2005263-fra.pdf>

2. Du nom phagocyte: cellule de l'organisme capable d'absorber et de détruire d'autres cellules.

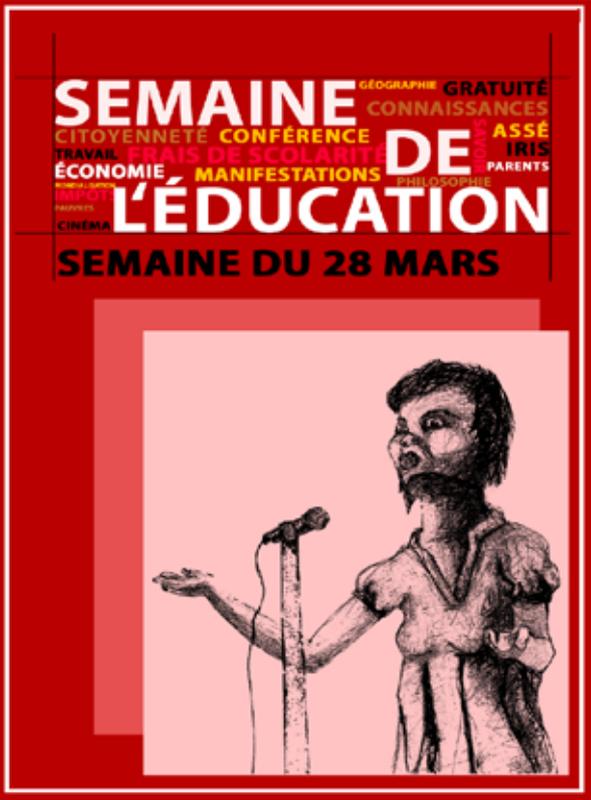
3. DUMONT, Louis. Hausse des droits de scolarité - Une véritable barrière, Le devoir, 9 mars 2010.

4. http://www.criaq.aero/Nouvelles/2010/Prix_SQRI/strategie_quebecoise_recherche_innovation_2010.pdf / 5. <http://vega.cvm.qc.ca/agecvm/gamma/documents/IRIS-Etude-Gratuite.pdf>

Nous ne sommes pas dupes!

Félix Généreux-Marotte

Notre chère ministre de l'éducation, Madame Line Beauchamp, vient tout dernièrement de faire une sortie publique annonçant qu'elle sévira, au nom de l'accessibilité aux études, à l'endroit de l'université McGill, qui offre depuis septembre un programme de MBA au coût explosé de 29 500\$.



Le comité de mobilisation et d'information organise cette session-ci la semaine de l'éducation. Des conférences auront donc lieu du 28 au 30 mars, suivie le jeudi de la manifestation nationale contre la hausse des frais. Des conférenciers et des conférencières de différents groupes seront donc présent-e-s. Parmi ceux-ci nous retrouverons Éric Martin et Maxime Ouellette de l'institut de recherche et d'information socio-économique, ainsi que des membres de la fédération autonome des enseignant-e-s.

Pour plus d'informations procurez-vous le dépliant résumer des conférences.

Bien qu'il soit tout à fait louable de pénaliser financièrement l'université McGill pour cette drastique augmentation, l'hypocrisie de madame Beauchamp est criante. La démarche, bien préparée par leurs professionnel-le-s du marketing politique, est claire. Le montant de l'augmentation des droits de scolarité annoncée l'année dernière risque d'être dévoilé le 17 mars dans le prochain budget, et les sorties médiatiques de la ministre se succèdent pour enchanter l'opinion publique. Ainsi, elle prend le flambeau du défenseur de l'accessibilité aux études pour camou-

fler son programme de hausse généralisée et calmer les étudiant-e-s. Une réelle volonté politique l'aurait poussée à réagir bien avant dans le dossier de McGill. À l'inverse, elle propose comme solution de carrément privatiser le programme en créant un nouveau «programme spécialisé» pour qu'il échappe aux exigences du réseau public!¹ Non seulement l'université pourrait ainsi décider unilatéralement des droits de scolarité pour le MBA, mais la porte serait ouverte à la privatisation tant pour d'autres programmes que pour d'autres universités. La hausse de McGill n'est selon elle «pas acceptable»²,

mais la privatisation, la voie privilégiée? Je voudrais bien savoir de quelle accessibilité nous parle la ministre.

Le gouvernement ne cache pas sa vision de l'éducation. La ministre affirmait en fin février: «On ne peut pas se lancer dans de grandes réflexions sur trois ans. J'ai 700 000 emplois à combler d'ici 2014»³. Ainsi, pas le temps d'analyser quels objectifs la société souhaite atteindre avec son système d'éducation. La mission de nos institutions postsecondaires est considérée comme totalement subordonnée aux intérêts des entreprises. Beauchamp insiste alors: «la vitesse d'exécution va devenir im-

portante pour le réseau scolaire [notamment] les cégeps»⁴. Il faut intégrer au plus rapidement le marché du travail et surtout ne pas s'éterniser à l'école, qui ne devient qu'un investissement. Cette insistance sur la productivité est difficile à gobber quand on doit déjà concilier l'école et le travail.

Pour s'opposer à cette vision marchande de l'éducation, nous devons premièrement trouver les forces pour annuler le programme de hausse du gouvernement. S'il sait ce que nous voulons, nous savons ce qu'il veut: 700 000 travailleuse-s fraîchement spécialisés pour 2014. Nous pouvons

être sûr-e-s que le gouvernement ne laisserait jamais une session être annulée... L'escalade des moyens de pression est bien entamée depuis avril dernier. Plusieurs actions et manifestations, ont déjà maintes et maintes fois fait savoir notre volonté de bloquer la hausse. C'est en menaçant le gouvernement que nous sommes prêts et prêtes à aller jusqu'à la grève générale illimitée qu'il commencera à redouter nos activités et peut-être, à changer d'avis...

1. Line Beauchamp, Le devoir, 1er mars 2011, p.A8

2. Ibid, p.A1

3. Line Beauchamp, Le devoir, samedi 19 et dimanche 20 février, p.A4

4. Ibid, p.A4

Assemblée générale le 23 mars: présentation du plan de mobilisation.

À la réunion du comité de mobilisation, le 3 mars dernier, les personnes présentes ont écrit un plan de mobilisation en vue d'une escalade des moyens de pression, pouvant, à terme, se rendre jusqu'à la grève générale, si le gouvernement venait à refuser d'imposer un gel des droits de scolarité. Bien sur

nous sommes à plus d'un an d'une possible grève. C'est pourquoi vous êtes tous et toutes conviés à l'assemblée générale du 23 mars pour modifier, critiquer et voter ce plan de mobilisation. Voici, ci-dessous, la proposition qui sera présentée à la prochaine assemblée générale:

MARS

28 au 30 mars: semaine de l'éducation

31 mars: manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité, organisée par l'association pour une solidarité syndicale étudiante.

AVRIL

1 au 5 avril: Création d'une nouvelle édition du journal "La riposte" en vue d'informer les étudiant-e-s sur le nouveau budget provincial ainsi que sur les enjeux de l'éducation.

13 avril: assemblée générale plénière sur la hausse des frais et vote sur un mandat de principe pour commencer l'information et la mobilisation en vue d'une grève générale illimitée en hiver 2012

23-24 avril: participation au congrès de l'ASSÉ

29 avril: classe à l'extérieur, avec un cours donné par un-e professeur-e du cégep

30 avril et 1 mai: organisation du campement extérieur contre la tarification

MAI

7 - 8 mai: participation à la rencontre nationale de l'éducation à Québec. Cette rencontre vise à rassembler toutes les associations étudiantes à travers le Québec, peu importe leur affiliation (ASSÉ, FECO et FEUQ) et tenter de dégager un consensus sur les moyens à utiliser pour *stopper* la hausse des frais.

Soyons donc le plus grand nombre possible pour être capable de voter un plan de mobilisation qui nous représente tous et toutes!

**Mercredi le 23 mars à l'Exode dès
15h30 !**

Caricature

tiré de l'aut'journal



NOUS NE CÉDERONS PAS!

Le 31 mars, une manifestation nationale est prévue. L'appel à manifester a été fait par l'association pour une solidarité syndicale étudiante et vise à augmenter la pression vis-à-vis du gouvernement. Le dernier budget du gouvernement de Jean Charest a prévu une nouvelle hausse des frais de scolarité, suivant celle de 2007, que nous vivons actuellement. La nouvelle ministre de l'éducation a commenté la prochaine hausse, sans la quantifier, de plus substantielle que celle de 2007. Nous pouvons donc nous attendre à une très forte hausse des droits de scolarité. Les recteurs et rectrices des universités ont déjà proposé-e-s d'augmenter les frais de 1500\$ sur trois ans..... D'ici à l'annonce officiel, continuons d'augmenter la pressions, descendons dans la rue le 31 mars prochain pour refuser cette nouvelle hausse et réclamer le gel.

MANIFESTATION NATIONALE
Contre la hausse des frais de scolarité!
Jeudi 31 mars à 13h

Rendez-vous devant Le Centre de Commerce Mondial,
métro Square-Victoria - www.asse-solidarite.qc.ca